

Alternatives théâtrales

#133 Quelle diversité culturelle sur nos scènes européennes ?

Entretien avec Marco Martiniello réalisé par Laurence Van Goethem en juillet 2017

LVG : Vous soulignez dans vos travaux la polarisation et fragmentation ethnique de certains quartiers multiethniques dans nos villes et en même temps une interaction grandissante entre les citoyens de différentes origines ethniques et sociales. Pouvez-vous expliciter en quoi et pourquoi ce phénomène en apparence paradoxal s'observe dans nos métropoles aujourd'hui?

MM : Nos villes (petites et grandes) sont de plus en plus diversifiées, à la fois en termes d'origines ethniques, culturelles, « raciales » (il ne s'agit pas de la couleur de peau) mais aussi en termes d'origines sociales, d'orientation sexuelle. Le concept de « diversité » est de plus en plus diversifié aussi. Ce qu'on remarque, surtout dans les grandes villes, c'est qu'il y a, d'une part, un repli sur des communautés imaginaires parce que les gens se sentent menacés par la globalisation, par les différentes formes de précarité et cherchent refuge dans des communautés qu'ils imaginent comme étant naturelles. Cela se manifeste souvent par des attitudes négatives envers tout ce qui est sensé représenter l'autre. De l'autre côté, on remarque parfois dans les mêmes villes et dans les mêmes quartiers qu'une partie de la jeunesse est déjà une étape plus loin parce qu'elle est habituée à vivre dans cette diversité qui constitue son quotidien. De nombreux jeunes ont des interactions fréquentes avec des gens qui ont d'autres origines, d'autres religions, etc.

On se trouve donc dans une tension depuis plusieurs années, tension qui s'accroît et prend différents visages. Depuis le 11 septembre, il est clair que le principal *autre* est surtout le musulman, pour les raisons géopolitiques qu'on connaît. La société n'est pas devenue soudainement raciste ou intolérante mais tout le monde n'a pas la capacité à s'adapter à des changements aussi rapides, surtout d'un point de vue technologique. Au niveau économique, la fragmentation est très présente. Cela crée différentes sortes de sentiments de précarité, d'impuissance, de non-reconnaissance.

LVG : Par rapport au phénomène de migration, qu'est-ce qui fait la différence aujourd'hui avec celles qu'a connues la Belgique dans le passé, notamment, avec les Italiens ?

MM : La grande différence c'est qu'il y avait une insertion qui se faisait dans le marché du travail. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas d'hostilité envers les étrangers. Il n'y avait pas, ou moins, ce sentiment de concurrence sur le marché du travail. Les gens pensaient que ceux qui venaient travailler dans les charbonnages allaient repartir. Ils avaient une fonction particulière dans la société. Au fil du temps, les choses ont changé, ils sont restés, mais on s'en est rendu compte que beaucoup plus tard ! C'est toujours le cas dans l'histoire des migrations. Des migrations présentées comme temporaires deviennent permanentes et inversement des migrations présentées comme permanentes sont en réalité temporaires.

LVG : Avez-vous l'impression que l'on assiste aujourd'hui à une fermeture identitaire ?

MM : D'un côté, oui. De l'autre, on voit, notamment dans le domaine culturel (tout ce qui émane du mouvement Hip Hop) ou dans le domaine sportif (qui pour moi fait partie du domaine de la culture), que beaucoup de jeunes sont au-delà des identités assignées et créent de nouvelles formes de solidarité, de conflits et de rivalités aussi mais qui ne sont pas des conflits ethnicisés, raciaux, ni qui prennent la religion comme symbole. On a cette ambivalence et j'espère que la jeune génération va gagner.

LVG : Dans les discours publics, on observe une apologie de la diversité ethnoculturelle célébrant le dialogue interculturel et en même temps une recrudescence de politiques « néo assimilationnistes ». Les politiques publiques mises en œuvre pour gérer ou promouvoir la diversité culturelle ont-elles échoué ?

MM : Il est très difficile de répondre à cette question. Je pense que, bien souvent, ces éloges politiques de la diversité sont une manière de se donner bonne conscience, de faire croire qu'on a résolu les questions liées aux discriminations. C'est loin d'être le cas. La diversité, c'est bien. Plus il y en a mieux c'est. Cela peut renforcer le sentiment d'appartenance de tout un chacun. Mais ce n'est pas parce qu'on met en vitrine dans des campagnes des gens de différentes couleurs ou de différentes orientations sexuelles qu'on aura résolu le problème des discriminations. J'ai l'impression parfois qu'on fait de la diversité pour ne plus lutter contre les inégalités et contre les discriminations. C'est particulièrement vrai dans le monde de l'entreprise.

LVG : Et dans le domaine artistique ?

MM : Là, c'est encore plus compliqué. Il y a clairement des demandes de diversification des espaces artistiques aussi bien dans les politiques culturelles que chez les acteurs et on a l'impression que personne n'est content. Tous les débats aujourd'hui autour de « mix city » à Bruxelles l'illustrent. Mais malgré tout c'est une avancée. Que ce soit pour des raisons commerciales, touristiques ou autres, à travers « Mix City » on affirme que Bruxelles est une ville diversifiée. C'est mieux cela que les discours qui disent que Bruxelles est la ville de Bossemans et Copenolle et qu'elle doit le rester alors que ce n'est plus comme ça depuis au moins quarante ans. Quelque part, même le symbolique peut avoir un effet relativement positif. Mais je crois qu'il ne faut juste pas se tromper d'objectif. La diversité c'est une chose, la lutte contre les inégalités une autre. Dire qu'on fait l'un alors qu'on fait l'autre, non. Cela ne va pas. Et cela peut augmenter la frustration chez les personnes qui voient bien que malgré l'évolution des discours, la pratique ne suit pas.

LVG : Le fait que les salles de spectacles sont si homogènes sur le plan ethnique n'exaspère-t-il pas le profond sentiment d'aliénation et de frustration au sein des minorités ethniques et culturelles, qui mène à leur tour au rejet de la société occidentale et européenne ?

MM : C'est possible mais beaucoup d'opérateurs culturels ont identifié les problèmes et cherchent des moyens pour impliquer les personnes qui n'ont pas l'habitude de participer aux activités culturelles mais ce n'est pas toujours facile. Ce n'est pas plus difficile pour les personnes issues de l'immigration que pour celles issues de milieux populaires défavorisés belgo-belges. Le sentiment de frustration et d'aliénation se retrouve parfois aussi chez des artistes issus des minorités qui se sentent marginalisés soit parce qu'ils sont toujours appelés à jouer le rôle du minoritaire, soit se rendent compte du plafond de verre au-delà duquel ils ne se sentent pas admis. Mais d'un autre côté, je vois beaucoup d'expériences très positives, très originales, rafraîchissantes. Par exemple le Wiels (Musée à Bruxelles) essaie d'aller vers le quartier, tente d'expliquer aux gens qu'un musée d'art contemporain, ce n'est pas un endroit dangereux, que c'est un espace ouvert. Maintenant, est-ce que leur rôle est de faire en sorte que tous les citoyens soient des amateurs d'art contemporain ? Je suis convaincu qu'il y a beaucoup plus de recherche et d'innovations dans le domaine culturel, toutes disciplines confondues, que dans le domaine politique, où c'est toujours les mêmes recettes qui reviennent.

LVG : Et dans les lieux de formation, les écoles ?

MM : Oui, sur le long terme, c'est là la clé. Et puis, accepter que tout le monde ne va pas être intéressé par tout. Le problème, particulier au domaine de l'art, c'est l'éternel débat entre disciplines artistiques, entre les pratiques et les disciplines légitimes et dits de haute qualité et les cultures dites populaires. Je ne pense pas qu'on doive encore avoir comme projet la démocratisation de la culture. Je revendique le fait, par exemple, de ne pas aller à l'opéra. Je revendique le fait de dire que l'opéra ne m'intéresse pas. Il ne faut pas hiérarchiser les pratiques. Il y a des pratiques qui viennent de la rue et qui peuvent gagner des lettres de noblesse, qui doivent être intégrées dans l'éventail de ce qui fait la richesse culturelle d'une ville ou d'un pays.

LVG : Pensez-vous que l'audiovisuel, ou d'autres secteurs du spectacle vivant tels que la danse ou la musique par exemple, remplissent davantage leur mission de promotion de la diversité que le théâtre ?

MM : La musique, et ce ne sont pas les sociologues qui le disent mais les neuroscientifiques, les psychiatres, touche la majeure partie des êtres humains. On n'est pas tous sensibles à la même musique

mais il y a des études très sérieuses qui ont été faites et qui prouvent qu'il y a très peu de gens qui ne vibrent pas à une forme ou autre de musique. Cela veut dire que c'est plus facile de toucher un plus grand nombre de personnes tandis que le théâtre nécessite la manipulation de certains codes. Je pense qu'à l'école on ne donne pas toujours les codes qu'il faut au moment où il faut.

LVG : Et le cinéma aussi ?

MM : Là, c'est encore différent. Tout le monde peut faire des petits films. You Tube aura quand même été une grande révolution. Les exigences techniques sont moindres qu'auparavant. Au niveau du cinéma institué, c'est quand même compliqué parce que les budgets sont énormes. Il faut non seulement des capacités mais aussi le capital social, les relations qui permettent de réaliser, trouver les budgets pour faire des films à partir d'une idée. On voit que ça a quand même été tardif pour toutes les minorités même aux États-Unis. Il a fallu attendre Spike Lee pour qu'un Noir américain devienne un réalisateur mondialement connu. En Belgique, ça commence depuis quelques années. Ce n'est pas énorme non plus. Parfois je me dis peut-être tant mieux quand je vois certaines productions. Le film « Black », je suis sorti de là dépit.

LVG : Et *Les Barons* ?

MM : *Les Barons*, c'est le ton juste. C'est très fin, très intelligent. Je crois que les jeunes et les parents s'y sont reconnus. Les mamans marocaines sont allées au cinéma pour la première fois. C'est très positif. *Black*, c'est pour moi extrêmement négatif. Même si en termes de langage cinématographique, d'esthétique de l'image, c'est probablement beaucoup plus fort, le contenu de ce message- là, je le trouve abjecte. C'est du niveau du Vlaams Belang. L'animalisation du Noir là-dedans est quelque chose qui m'a vraiment heurté. À la première, qui a été très chahutée, les jeunes se sont polarisés là-dessus. Ce sont des jeunes d'Anvers d'origine maghrébine, qui ne connaissent rien à Bruxelles, qui ont donné une image flamande de Bruxelles. Ce n'est pas parce qu'on est issu d'une minorité qu'on va nécessairement être plus ouvert ou être meilleur...

LVG : Pour en revenir au théâtre, pensez-vous que le théâtre souffre-t-il d'une forme d'inconscient culturel colonial ?

MM : Je ne vois pas pourquoi il n'y en aurait pas. Il y a une espèce d'inconscient colonial dans toute la société belge. Donc dans tous les arts en même temps. Ma génération a vu ce que donnait le théâtre-action, qui a bousculé plein de codes. Dans certains théâtres en Belgique aujourd'hui, on va loin dans la destruction d'un imaginaire. *Malcom X* au KVS. Ça va loin ! Il y a à nouveau des personnes qui prennent des risques, qui veulent réellement faire avancer les choses des deux côtés de la frontière linguistique. J'ai le sentiment qu'on prend beaucoup plus de risques du côté flamand que du côté francophone. Peut-être qu'il y a plus de sentiment d'urgence par rapport à l'extrême droite qui est proche du pouvoir alors qu'en Belgique francophone, on reste encore inspiré par un certain conservatisme français. Ce sont des hypothèses. Maintenant on ne peut pas exiger du théâtre ou d'une autre discipline artistique une réponse à tous les problèmes de notre société.

LVG : Quels sont, selon vous, les leviers par lesquels est susceptible de s'opérer la promotion d'artistes issus de cultures minorées ? La « discrimination positive » importée du monde anglo-américain est-elle une solution efficace et légitime ?

MM : Le système des quotas aux EU n'existe plus depuis très longtemps. Il a existé pendant une période limitée mais a été très vite mis hors loi. Je sais que l'instauration de quotas dans l'accès à la fonction publique, ou à la production artistique est une revendication de certains. Admettons que nous sommes d'accord sur la nécessité de le faire. Comment mettre en place cette politique dans la pratique ? Nous avons plus de 180 nationalités. Je ne vois pas sur quels critères. Dans le théâtre, il y a quand même des œuvres qui parlent de notre société actuelle. C'est un peu normal de retrouver la diversité qu'on trouve dans la rue sur scène.

LVG : Ce serait normal mais ce n'est pas le cas.

MM : En effet ! Le problème est aussi en amont dans l'accès aux études artistiques. Sans vouloir faire du Billie Eliott, tous les milieux sociaux ne conduisent pas nécessairement aux écoles artistiques de la même manière.

Il y a peut-être là quelque chose à faire à nouveau. On revient sur la question de l'éducation.

Deuxièmement, donner sa chance à celle et ceux issus des minorités et qui ont manifestement des capacités énormes est quelque chose qui pourrait être mis en place de manière assez flexible sans nécessairement avoir une politique rigide de quotas. Et puis, je crois qu'il faut prendre des risques même dans le théâtre classique. Pourquoi ne pourrait-il pas y avoir des Marocains ou des Blacks dans du Shakespeare ? Les personnes qui sont à la tête des institutions, les metteurs en scène, pourraient prendre plus de risques. Peut-être que les spectateurs seront choqués au début. Mais c'est aussi le propre de l'art de choquer. Ce qui est choquant à une époque ne l'est peut-être plus à l'époque suivante. Je crois que c'est plus par des méthodes *soft* que par des quotas rigides que nous y arriverons. Certains disent que les Blancs ou les Blacks doivent faire leur propre théâtre. Une espèce d'apartheid théâtral ou artistique. Il y a toujours eu cette tendance-là. Aux EU aussi. Mais ça ne correspond pas à ma vision de la société mais je remarque qu'il y a des personnes qui, pour des raisons que je comprends, peuvent avoir ce souci de vouloir se reconstruire ailleurs, Il m'est arrivé, quand j'étais prof à New York, d'entrer dans un club de jazz où était affiché « interdit aux Blancs ». On nous a interpellé publiquement, de façon très subtile. Quand ils ont compris qu'on venait d'Europe, on a cessé d'être blanc.

LVG : Les pays européens tentent de mettre les migrants en conformité culturelle avec leur nouveau pays le plus rapidement possible. L'importance des arts et de la culture dans l'intégration des immigrés et de leurs descendants demeure un sujet relativement peu exploré dans la littérature de la science sociologique sur les migrations. Pourquoi la pertinence des pratiques artistiques des minorités est-elle négligée ?

MM : D'abord parce qu'il y a quand même cette image que les migrants ne sont pas des gens qui ont une culture et consomment de la culture ou encore moins qui produisent de la culture. Au mieux ce sont des travailleurs. Au pire, ce sont des terroristes. C'est une image qui remonte au passé et où le travailleur migrant était celui qui venait faire les basses besognes. Et parfois on n'a pas vu que parmi ces personnes, il y avait des chanteurs, des musiciens, des comédiens etc... Ce que l'on voit maintenant, c'est que la musique, le théâtre peuvent être des moyens pour des personnes qui sont dans une situation extrêmement difficile de prendre la parole.

LVG : Il y a beaucoup de projets de théâtre en relation avec la migration qui commencent à se mettre sur pied...

MM : Et qui sont bien financés par l'Union européenne. On peut se demander pourquoi. N'y aurait-il pas une tentative de récupération quelque part ? Je suis allé voir à Genève, à la fin du mois de mai, le spectacle Eldorado basé sur le roman de Laurent Gaudet, monté par un Suisse mais la troupe était composée d'au moins cinquante artistes, professionnels et amateurs, de plein d'origines différentes. Des Colombiens jouaient le rôle d'Italiens, des Noirs jouaient le rôle de Blancs et tous racontaient l'immigration à partir du fabuleux roman de Gaudet. Ça peut vraiment toucher les gens. Ça peut les valoriser dans ce que la société ne voit pas. Pour moi ça peut être assez positif mais à nouveau il ne s'agit pas de dire « faites du théâtre et tout va s'arranger ». C'est un moyen d'exister, d'être reconnu comme des êtres humains et pas comme des migrants indéterminés. Maintenant il y a la question de la qualité artistique. En tant que sociologue, ce n'est pas à moi de dire si c'est bon ou si c'est pas bon. Je peux juste dire si ça me touche, si ça dit quelque chose qui correspond à une certaine réalité ou pas. Il y a tout le travail du Nimis groupe ou de la Cie Sud (Martine De Michele) ou, à Liège, Star Flam qui a monté un spectacle « Les sans » avec les sans papiers. Ce ne sont plus des réfugiés. Ce ne sont plus des migrants. Je trouve que parfois c'est beaucoup plus parlant que d'autres formes de prise de parole.

LVG : Vous avez suivi à l'époque le théâtre-action, pouvez-vous faire un parallèle ?

MM : J'étais de cette génération-là. J'ai connu toute la première génération du théâtre-action. À l'époque, c'était les jeunes d'origine italienne : Francy Destuni, Tony Santocono qui a après écrit ce roman « rue des Italiens ». C'est vraiment un très très beau roman sur les communautés italiennes de

Charleroi et du Borinage dans les années 50 et 60. C'était déjà les mêmes problématiques quelque part. Il y avait des points communs. Il y avait des jeunes à l'époque qui étaient sur le point de décrocher au niveau scolaire. On parle de plein de choses maintenant mais qui existaient déjà au moment où j'ai grandi. J'ai quatre ou cinq copains de l'époque qui sont partis suite à des overdoses. Ce n'est pas fatalement nouveau. Des gens qui pouvaient décrocher et tomber dans la grande délinquance, des copains qui y sont encore maintenant, qui ont pris à perpet. Le théâtre, c'est aussi un moyen, plutôt que d'aller de ce côté-là, de s'exprimer. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut que le théâtre soit être utilisé d'une manière sécuritaire. Ça peut être un moyen pour les gens de donner un sens à leur existence. On peut critiquer mais je pense que les principes qui étaient derrière, toutes les réflexions sur l'éducation permanente c'est encore actuel mais ça doit être adapté parce que le monde a changé. Fondamentalement on est dans une société qui est aussi inégalitaire si pas plus aujourd'hui qu'à cette époque- là.

LVG : L'arrivée massive de migrants en Europe contribue-t-elle à remettre en question le sentiment d'unité nationale, si tant est qu'il y en ait un en Belgique ?

MM : Je pense que le problème n'est pas l'arrivée des migrants mais le problème d'une difficulté de nos sociétés à intégrer les migrations dans l'histoire nationale. Je crois qu'on continue encore à se penser comme s'il y avait une belle période où il n'y avait pas d'immigrés et où nous étions unis, etc... C'est un mythe. Là on peut peut-être apprendre de sociétés qui ont intégré les migrations dans leur histoire nationale comme le Canada, l'Australie même s'il y a d'autres versants de l'histoire australienne qui ne sont pas vraiment florissants. Même des EU. Même Trump est obligé de reconnaître que les EU est une nation d'immigrants. Il dit qu'il n'en veut plus maintenant mais il ne peut pas mettre en question ce fait.

LVG : Sa femme déjà est une immigrée assez récente ! Pourquoi en Europe on n'a pas cette conscience-là ?

MM : Parce qu'il y a ce principe nationaliste d'Etat-Nation. Chaque Etat correspond à une nation. C'est ça le nationalisme qui s'est développé au 19^e et 20^e. On est encore là- dedans d'une certaine manière. On a du mal à réellement en sortir. Ça change. Cette jeune génération dont je parlais au début n'en a que faire du sentiment national. Souvent les immigrés ont envie dans un premier temps de faire partie.

LVG : D'être assimilés ?

MM : Peut-être pas d'être assimilés mais de faire partie du club peut-être avec leur propre héritage. De quel droit peut-on exiger des gens qu'ils fassent un trait sur tout leur passé ? Ça peut aller jusqu'au changement de nom. Plus le pays est assimilationniste, plus il fait pression sur les gens, ex en France, des gens comme Yves Montand qui ont changé de nom pour passer inaperçu, il y en a plein. J'étais quelque part même été un peu fâché que chaque fois que j'allais à New York pour y travailler, les gens ne se souciaient pas d'où on venait. Tu es là et tu es New Yorkais, tu ne dois pas justifier. Tout le monde n'est pas New Yorkais de la même manière. Le NY de Trump n'est pas le NY du sud du Bronx. C'est parfois un peu frustrant dans l'autre sens. Mais on pourrait prendre ça de la société américaine. Le fait qu'à Bruxelles on peut être belge, marocain et musulman ne devrait pas nécessairement être un problème. Cela ne veut pas dire que tous les Belges, Marocains ou musulmans sont de bonnes personnes. Il y a de tout partout. Il faut vraiment se penser comme une nation, une société multiculturelle. On a encore des problèmes à le faire.

LVG : Vous développez dans vos travaux le concept d'ethnicité. Pouvez-vous en deux mots l'expliquer ? Est-ce péjoratif ?

MM : Non pas du tout. Il y a trois dimensions, trois niveaux dans ce concept. Au niveau individuel cela renvoie au sentiment d'appartenance qu'ont les personnes par rapport à un groupe culturel ou ethnique...

LVG : Sentiment d'appartenance qui peut changer ?

MM : Qui peut changer et qui peut aussi se complexifier. Au niveau individuel, on peut à la fois se sentir appartenir à différents espaces ou groupes mais ce sont des groupes qui se définissent par la culture, par l'histoire. Au niveau collectif, on peut se regrouper pour faire des choses ensemble. Ça peut

aller du club de foot, à un théâtre ou un parti politique. Plus c'est ouvert, mieux c'est, selon moi. Au troisième niveau, c'est un peu à la manière dont les institutions de la société rangent les gens par catégories. On revient à la question des quotas. Certains droits sont attribués à des personnes non pas parce qu'elles sont des personnes mais parce qu'elles sont supposées appartenir à tel ou tel groupe. En Belgique, lorsqu'on est Flamand, Bruxellois ou Wallon, on n'a pas nécessairement les mêmes accès au droit. C'est quelque chose qui est déconnecté de notre sentiment d'appartenance. Ces trois différents niveaux permettent d'appréhender les choses. C'est vrai que cela a eu longtemps mauvaise presse parce que surtout en France, ethnicité faisait penser à ethnies, à quelque chose qui était rétrograde, qui renvoyait à l'époque coloniale, etc.

Ce n'est pas du tout le cas. Toute la littérature sur l'ethnicité, en tous cas une bonne partie, tend à prendre ses distances par rapport au racisme et par rapport à l'expérience coloniale. Ce sont des sentiments d'appartenance à un groupe qui, parfois, ne reposent sur rien. Par exemple, ceux qui disent « je suis Rif ». Ils sont allés au Rif une fois pendant leurs vacances au mois de juillet. Ils ne connaissent pas la langue, ils ne connaissent pas la culture, ils n'y connaissent rien mais ils s'identifient quand même à cela par respect pour leurs parents ou pour plein d'autres raisons. C'est quelque chose qui parfois peut être complètement symbolique...

LVG : et subjectif !

MM : Tout-à-fait ! et qui peut changer aussi avec le temps. Et puis, il y a des gens qui n'ont pas besoin de ce sentiment d'appartenance. Ils s'identifient par rapport à leur profession ou leur orientation sexuelle ou autres. En gros, on arrive toujours à des situations où les identités sont très composites.

LVG : Serge Aimé Coulibaly, chorégraphe, affirme dans un billet publié sur notre blog : « C'est assez drôle que les personnes qu'on croise tous les jours dans la rue, avec qui on vit au quotidien, ont besoin que la « diversité » soit emballée dans un label pour être acceptée... » La diversité existe-t-elle seulement à partir du moment où un élément perçu comme « différent » est introduit ?

MM : En creux, ce qu'il veut dire, je pense, c'est qu'on n'a pas attendu des discours sur la diversité pour qu'il y ait de la diversité. Le point de départ c'est que nous ne sommes que diversité. Nos sociétés sont toujours diversifiées. Ce sont les modalités de diversification qui changent mais imaginez ce que ce serait la vie s'il n'y avait pas de diversité. On serait tous les mêmes. Ce serait invivable.

LVG : C'est un terme absurde, qui n'a pas de sens ?

MM : Qui doit être déconstruit, en quelque sorte, banalisé. Si on en parle maintenant, il ne faut pas oublier de dire que toutes les sociétés humaines sont diversifiées mais les discours politiques ont tendance à s'opposer à cette diversité de fait et à construire une homogénéité pour effacer cette diversité. C'est ça le projet nationaliste. Il y a des gens pour dire que ça ne marche pas la diversité mais nous, en Belgique, nous devrions pouvoir l'affirmer plus facilement que d'autres.

LVG : Pouvez-vous expliquer cette phrase : « On mesure le degré de réussite de la diversité à l'absence de diversité donc au fait que les nouveaux entrants se comportent comme les autres ».

MM : Je crois que la diversité, on ne peut pas la réussir.

LVG : Il n'y a pas de degré de réussite de la diversité ?

MM : De fait. Je crois que la réussite, ce serait quand on serait arrivé à un moment où cette génération de jeunes dont je parlais deviendrait majoritaire. Alors on aura réussi. Je ne suis pas en train de dire que si on pousse à fond la diversité on va arriver à l'assimilation. Simplement, quand on reconnaîtra qu'on est tous différents et de différentes manières et que, malgré tout, on est partenaire dans une société, ce sera réussi. On n'y est pas encore et je ne vois pas comment on pourrait y arriver dans les prochaines années. J'ai l'impression qu'on a même régressé. Il faudra beaucoup de temps et pas seulement des politiques publiques. Certaines personnes sont déjà dans cette aire de post-diversité. Elles mettent plus l'accent sur ce qui les réunit que sur ce qui les différencie. La diversité n'est pas un problème pour eux. Peut-être que notre devoir à nous est de les encourager de toutes les manières possibles. Cette génération-là, ce ne sont pas nécessairement des jeunes privilégiés économiquement ni même culturellement. Dans les domaines culturels et artistiques, on trouve aussi des gens qui viennent de différents milieux, essaient de poursuivre leurs rêves. Bien sûr, il y a des conflits mais ils ne prennent

pas la tournure de conflits culturels, ethniques ou religieux. Je suis pour les conflits dans une société !
La question est : comment les résoudre.

LVG : Sur notre site, on a publié un message que Serge Aimé Coulibaly a posté sur Facebook. Il raconte qu'il y a un an ou deux, il était à Rome. Il devait faire un spectacle avec des étudiants en danse et au moment de monter sur scène, on le lui a refusé.

MM : Pourquoi ?

LVG : Par racisme. C'est très fort comme message. Il y a encore beaucoup de racisme en Italie, comme partout.

MM : J'ai été le premier à le dire. Entre 1986 et 90, je disais que l'Italie était raciste. On disait « Italiani brava gente » (*les Italiens sont de braves gens*). On pensait que c'était une période de pré-racisme qui allait se résorber. Depuis, ça a été de mal en pis.

LVG : Peut-être parce que c'est un pays plus vulnérable à cause de la mer qui l'entoure et l'arrivée massive des migrants sur ses côtes ?

MM : Oui, il y a de ça mais le premier racisme était quand même interne. Si vous décidez les discours de Matteo Salvini (secrétaire général de la Ligue du Nord) sur les gens du Sud, vous verrez que sont des discours racialisés au sens ancien, c'est-à-dire qui considèrent que les gens du Sud, sont une race à part, tarés, sous-développés (parce qu'ils sont génétiquement proches des Arabes). Où il y a bizarrement moins de racisme étrangement, c'est dans le centre historique de Naples, dans les quartiers pauvres. Pour moi, c'est toujours une fascination. On a une intégration des Africains, des Pakistanais, etc. dans les quartiers pauvres de Naples qui en principe ne devrait pas se produire, si on compare avec des situations dans le Nord de la France, dans des endroits très précarisés. Après un certain temps les noirs à Naples sont « napolitanisés ». Pas italianisés. Cela veut dire que lorsqu'ils vont au Nord, ils sont victimes de racisme et parce qu'ils sont noirs et parce qu'ils sont napolitains.

Entretien paru dans le #133 d'Alternatives théâtrales, *Quelle diversité sur les scènes européennes ?*.